

ENTRETIEN

Alain Ehrenberg : « Le malaise dans la société singularise la France »

Article paru dans l'édition du 25.04.10

Le sociologue se prononce pour une politique centrée sur la capacité d'agir des personnes et plaide pour un « Yes, we can » à la française

Alain Ehrenberg, sociologue, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), est spécialiste des questions mentales et observateur de l'individualisme contemporain. Auteur, notamment, de *La Fatigue d'être soi. Dépression et société* (1998), il vient de publier *La Société du malaise* (Odile Jacob, 439 pages, 23,90 euros). Il y éclaire en quoi l'expression du malaise social est une spécificité de la société française. Pour lui, le pays est confronté à une « crise de l'égalité » avec « une difficulté française à fournir une réponse pratique et crédible au profond renouvellement des inégalités ». Pour dépasser cette situation et redonner du sens au mot solidarité, il préconise une « politique centrée sur la capacité d'agir des personnes et sur leur pouvoir de faire des choix personnels ».

- Dans un récent entretien au Monde, le médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, qualifiait la société française de « psychiquement fatiguée ». Partagez-vous ce diagnostic ?

On reconnaît là une manière très française de se représenter les problèmes sociaux, dans un vocabulaire psychologique. Les problèmes de santé mentale et de souffrance psychique sont des préoccupations sociales fortes de tous les pays développés. Mais le malaise dans la société singularise la France, il constitue une représentation collective que la société se donne d'elle-même. Parlez à n'importe qui, dans la rue, du délitement du lien social, de la perte du vivre ensemble, etc. Les gens voient de quoi il s'agit. En Suède, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, ce n'est nullement une croyance que tout un peuple partage.

- Pourquoi le thème du malaise social s'est-il durablement installé en France ?

Le « malaise » se résume dans une double idée : le lien social s'affaiblit tandis qu'en contrepartie l'individu est surchargé de responsabilités et d'épreuves qu'il ne connaissait pas auparavant. C'est ce que les sociologues français appellent un phénomène de désinstitutionalisation. La preuve de ce malaise se trouve dans les pathologies sociales qui se développent dans notre monde moderne (dépression, pathologies narcissiques...) et qui se présentent comme des pathologies de l'autonomie.

Pendant les « trente glorieuses », l'aspiration à l'autonomie renvoyait à l'idée d'indépendance (la liberté de choisir sa vie, etc.). A partir des années 1980, l'autonomie est devenue également une autonomie de compétition. Or c'est la compétition qui divise la société française, car elle équivaut pour nous à l'abandon des individus aux forces du marché. C'est pourquoi elle semble en contradiction avec nos principes de solidarité.

Aujourd'hui, nous avons de nouveaux parcours de vie, où il faut s'engager personnellement dans des situations extrêmement nombreuses et hétérogènes. La capacité à agir de soi-même tout en contrôlant ses affects est devenue une nécessité forte de la socialisation.

- Y a-t-il une crise du modèle républicain ?

Je crois plutôt que nous sommes entrés dans une crise de l'égalité à la française. C'est la part de vérité du malaise : il y a une difficulté française à fournir une réponse pratique et crédible au profond renouvellement des inégalités qui résulte des transformations de nos modes de vie. Notre système de protection est désormais incapable d'empêcher les plus défavorisés de subir les conséquences des transformations économiques et sociales : les femmes issues des milieux populaires, par exemple, sont les principales victimes de cette situation.

Les inégalités concernent toujours les mêmes populations qu'auparavant mais avec une différence notable : alors qu'elles étaient vécues auparavant comme un destin collectif, elles sont désormais endossées comme un échec personnel. Elles ont aussi changé de nature : face aux exigences du marché du travail, les capacités relationnelles et cognitives sont inégalement distribuées entre individus. D'où la souffrance psychique (sentiment de ne pas être à la hauteur, perte de l'estime de soi).

- Que préconisez-vous ?

La seule protection à l'égard des risques ne suffit plus, il faut faire évoluer l'idée en plaçant l'accent sur le concept de capacité : il s'agit d'aider les gens à s'aider eux-mêmes, les rendre capables de saisir des opportunités en les aidant à entrer dans la compétition. Je plaide pour une politique de l'autonomie, c'est-à-dire une politique centrée sur la capacité d'agir des personnes et sur leur pouvoir de faire des choix personnels.

Aujourd'hui, on peut marier efficacité et égalité. Mais à condition que cette politique n'implique pas l'abandon des individus à eux-mêmes. Il s'agit au contraire d'instaurer une responsabilité collective de lutte contre l'inégale distribution des capacités personnelles. De donner du corps à l'idée de solidarité qui, actuellement, tourne à vide.

- Capacité, opportunité, compétition, ce sont les mots du libéralisme...

C'est un apparent paradoxe : il faut dépasser la magie des mots parce qu'elle nous empêche de penser. On fait dans le concept-slogan au lieu d'analyser la réalité. C'est pourtant à partir de ces mots qu'on peut donner du contenu et de la substance à la solidarité à l'égard des plus faibles, qu'on peut bâtir un renouveau de l'Etat-providence, actuellement à bout de souffle. Il ne s'agit pas d'aimer le monde de la compétition ; il s'agit de faire avec. Les Français ne sont pas condamnés au culte des grands souvenirs.

- Comment cette politique de l'autonomie pourrait-elle se traduire ?

Par exemple dans une politique forte de la petite enfance. La lutte contre les inégalités à partir de l'école est insuffisante, d'autant plus que le système scolaire français est très reproductif des inégalités. Pour être efficace, elle doit commencer beaucoup plus tôt : c'est tout le sens d'une politique d'investissement dans l'accueil collectif des 0-3 ans, qui est un moyen très efficace de lutte contre les inégalités sociales, comme l'ont montré de nombreux travaux.

Les activités d'éveil et de stimulation développent les capacités intellectuelles et relationnelles, favorisent la santé mentale et l'équilibre émotionnel, qui sont des atouts décisifs dans le type de société dans lequel nous vivons. Cela permet en outre aux mères des milieux populaires de travailler, donc de favoriser l'emploi et de réduire les inégalités entre hommes et femmes.

Actuellement, il y a un projet de réforme des crèches, mais quel homme politique parle de ces problèmes ? Il n'y a aucun débat pour éclairer l'opinion. Ces choses très simples à comprendre, et dont le retour sur investissement est excellent, restent à la marge du débat politique. Voilà pourtant ce qui donne de la substance au mot « solidarité », au lieu de le prononcer de façon incantatoire.

- Que pensez-vous de la société du « care » telle que l'a prônée Martine Aubry, la première secrétaire du Parti socialiste ?

Que le « care » est une éthique ou une morale, mais qu'on ne voit pas quelle politique on va pouvoir en tirer. C'est le ton de la compassion et ce n'est pas avec cette référence qu'on parle de la réalité et qu'on ouvre des perspectives d'avenir crédibles. Il y a effectivement une difficulté à formuler un discours politique, à gauche surtout, mais je ne vois aucune impossibilité de faire évoluer les esprits.

Si vous parlez aux gens un langage nuancé et crédible, comme Barack Obama a su le faire aux Etats-Unis, c'est possible. Moi, je plaide plutôt pour un « Yes, we can » à la française.

Propos recueillis par Cécile Prieur